

## LE PROBLEME DU POUVOIR SE POSE ? POSONS NOUS LE !

### introduction

Le texte proposé pour l'ouverture du débat préparatoire au troisième congrès précise et rappelle notre analyse de la situation politique. Il systématise le cadre de notre intervention et permet d'éclairer les choix tactiques que nous avons faits à plusieurs reprises : 1er Mai, 7 juin, mobilisations sur le Vietnam, intervention dans les grèves. Et c'est bien ici ce sur quoi le congrès pourra se prononcer : une définition de notre cadre d'intervention.

Mais cela ne doit pas être la seule fonction du congrès : il y a d'autres problèmes sur lesquels il sera impossible de trancher encore, qui devront être soulevés à l'occasion de ce congrès. Pour explorer l'avenir. Marx a bien dit un peu à la légère que l'humanité ne se pose que les problèmes qu'elle peut résoudre ; l'avant-garde doit aussi commencer à se poser ceux qu'elle ne peut pas encore résoudre. Cela fait partie de ses tâches d'avant-garde.

Pour prendre un exemple : dans le débat sur la jeunesse et l'ORJ, des arguments disparates se sont trouvés coïncider un moment. Certains étaient contre l'ORJ parce qu'ils l'estimaient prématurée ; d'autres, dont nous sommes, étaient contre l'ORJ en fonction d'une certaine conception de la construction du parti. Ce débat a à peine affleuré. Et il n'était pas décisif à ce moment-là. Aujourd'hui, il est vraisemblable qu'un accord assez large se réalisera sur la base de la troisième partie du texte proposé. Mais il est aussi possible que l'éclairage donné à ce texte par différents camarades ne soit pas tout à fait le même. Nous prenons donc la responsabilité d'avancer quelques hypothèses de travail, encore fragiles, afin de commencer à toucher du doigt les problèmes qui seront prochainement les nôtres au lieu de s'avancer vers eux les yeux dangereusement bandés.

La petite phrase du second congrès : « L'histoire nous mord la nuque ! » a fait fureur dans l'organisation. A tort et à travers. Il convient donc dans cette introduction de lui tordre le cou. Certains y ont vu l'ex-

pression concentrée de l'impatience petite-bourgeoise ; d'autres y ont vu un retour du catastrophisme révolutionnaire prompt à prédire la crise qui vient. Rien de cela en vérité. Nous ne partageons pas les enthousiasmes de Roger (\*) enclin à interpréter les règlements de comptes au sein de l'UDR comme les manifestations d'une crise fatale du régime. Pas plus que nous ne partageons d'ailleurs ses interprétations de la renaissance du PS (cf stages de Montargis) comme un « retour à la normale » de la vie politique. Le PS peut renaître ; il ne sera plus jamais le parti des notables, il ne sera jamais l'expression stable des couches moyennes nouvelles dans un jeu parlementaire irrémédiablement bloqué. La logique de ces deux considérants, serait d'entrevoir une solution transitoire de type front populaire et de prendre des dispositions en conséquence.

Lorsque nous avons dit que l'histoire nous mord la nuque, nous n'avons fait que reprendre, dans la confusion peut être, la célèbre introduction du programme de transition. Souvent en effet, nous entendons des camarades demander à ce qu'on affine, précise, définisse, circonscrive les données objectives de la crise monétaire, les marges exactes de manœuvre de la bourgeoisie, la profondeur exacte de la crise du PC. Ces exigences sont fausses. En la matière, nous demeurerons dans les approximations. *Parce que ces crises, ces marges, ces profondeurs dépendent pour une petite part, mais une part décisive, du sens que nous leur donnons, par notre propre initiative.*

Il ne s'agit donc pas de compter les jours du régime ou du système, d'établir à l'avance un calendrier nécrologique. *Il s'agit d'arrêter de dire, à tort et à travers, que le problème du pouvoir est posé (par qui ? pour qui ?). Et de commencer à nous le poser. Si nous voulons espérer le résoudre un jour.*

(\*) Voir l'article de Filoche dans IVème Internationale.

## 1- crise révolutionnaire et prise du pouvoir

### ●1) Ni 36, ni 68 améliorés !

Dans le texte préparatoire au congrès, on rejette les schémas d'un juin 36 ou d'un mai 68 réussis. Revenons-y. Juin 36, c'est la combinaison d'une victoire électorale et d'un mouvement gréviste de masse qui déborde cette victoire pour déboucher sur le terrain de l'affrontement de classe. Le contexte aujourd'hui a bien changé. L'Etat fort a balayé la démocratie parlementaire et nous insistons sur le fait qu'il ne s'agit pas d'une forme circonstancielle du pouvoir, mais d'une forme adé-

quate au capitalisme des monopoles ; la crise du parlementarisme italien, l'impossible libéralisation du régime franquiste, le démontrent a contrario. Le parti majoritaire dans la classe n'est plus le PS, mais un PC solidement amarré à l'Union Soviétique dont l'appui économique et diplomatique est un élément indispensable à la perspective « des voies pacifiques ». Enfin le contexte international n'est pas celui de l'écrasement du prolétariat allemand et espagnol, mais celui d'une épreuve de force charnière engagée au Vietnam dans le cadre d'une montée révolutionnaire internationale.